

Référence : 420S2006 PGC - PGC 1
Date d'édition : 16/04/2025
Rapport comportant : 27 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

| OPERATION |
|---|
| BÂTIMENT A et B DENIS PAPIN (Phase 2) 42000 ST ETIENNE |
| Maître d'ouvrage |
| UNIVERSITE JEAN MONNET Maison de l'Université 10 Rue Tréfilerie CS82301 42023 SAINT ETIENNE CEDEX |

Le coordonnateur SPS
Sébastien FINARELLI



LISTE DE DIFFUSION

| Indice | Date | Coordonnateur | Phase Opération | Observations |
|--------|------------|---------------------|-----------------|--------------|
| 01 | 16/04/2025 | FINARELLI Sébastien | DCE pour avis | |

Diffusion :

| | | | |
|-----------|--|---|--|
| Diffusion | UNIVERSITE JEAN MONNET Monsieur CHAZELET Lionel Madame AULAGNER Hélène Monsieur PELE Rémi | Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Maître d'ouvrage | lionel.chazelet@univ-st-etienne.fr helene.aulagner@univ-st-etienne.fr remi.pele@universite-lyon.fr |
|-----------|--|---|--|

SOMMAIRE

| | | |
|----|---|----------|
| 1. | PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT | 1 page |
| 2. | PRESENTATION DU PROJET | 1 page |
| 3. | PRESENTATION DES INTERVENANTS | 1 page |
| 4. | PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS | 1 page |
| 5. | MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE | 21 pages |

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- En attente du retour de contrat validé par le MOA. Accord mail envoyé par le MOE

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : BÂTIMENT A et B DENIS PAPIN (Phase 2)

Adresse : 42000 - ST ETIENNE

Type d'ouvrage : Réaménagement de bureaux et salles de cours site Papin

Type de toiture : /

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Il s'agit d'un projet portant sur le réaménagement ponctuel de bureaux et de salles de cours sur différentes zones du bâtiment A-B le site Papin.

21, Rue Denis Papin 42023 SAINT-ETIENNE

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

| Dossiers de plans | Date |
|---|------------|
| Projet_R+1_a et b | |
| Projet_R+1_Elec_a et b | |
| Projet_R+2_a et b | |
| Projet_R+2_Elec_a et b | |
| Projet_R+3_a et b | |
| Projet_R+3_Elec_a et b | |
| Projet_RdC_a et b | |
| Projet_RdC_Elec_a et b | |
| Pieces écrites | Date |
| CCTP et DPGF des lots 1 a 5 | 2025 |
| Autre | Date |
| RAAT n°1801B15D1000047 ref B15D1S/18/207 de SOCOTEC | 11/07/2018 |

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.3 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 6 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- Début des travaux : juillet / aout 2025
- La durée d'exécution des travaux est de : 03 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

| signation | Raison sociale / Responsable | dresse/Téléphone/Fax/Mail |
|------------------|------------------------------|--|
| Maître d'ouvrage | UNIVERSITE JEAN MONNET | Maison de l'Université 10 Rue Tréfilerie CS82301 42023 SAINT ETIENNE CEDEX Tel : 04-77-42-17-65 Fax : 04-77-42-17-99 |
| | Madame AULAGNER Hélène | helene.aulagner@univ-st-etienne.fr |
| | Monsieur PELE Rémi | Tel : 06 74 93 12 51 remi.pele@universite-lyon.fr |
| Maître d'oeuvre | UNIVERSITE JEAN MONNET | Maison de l'Université 10 Rue Tréfilerie CS82301 42023 SAINT ETIENNE CEDEX Tel : 04-77-42-17-65 Fax : 04-77-42-17-99 |
| | Monsieur CHAZELET Lionel | lionel.chazelet@univ-st-etienne.fr |
| CTC | APAVE | 70 rue de la Tour 42000 St-Etienne Tel : 04 77 91 22 60 |
| CSPS | BUREAU ALPES CONTROLES | le Quatre - 22 rue des Acières 42000 ST ETIENNE Tel : 04.77.91.59.90 Fax : 04.77.91.59.91 stetienne@alpes-controles.fr |
| | Monsieur FINARELLI Sébastien | Tel : 0679592938 sfinarelli@alpes-controles.fr |

3.2 Organismes de prévention

| signation | Raison sociale / Responsable | dresse/Téléphone/Fax/Mail |
|-----------------------|--|--|
| Inspection du travail | DDETS | 11 Rue Balay 42021 ST ETIENNE CEDEX 1 Tel : 04 77 43 41 28 Fax : 04 77 43 41 99 ddets-uc2@loire.gouv.fr |
| CARSAT | CARSAT RHONE ALPES - ANTENNE PREVENTION LOIRE 42 | Concept Girodet - Bât C 64 Allée du Concept 26500 BOURG LES VALENCES Tel : 04 75 72 86 50 prevention.dal.07.26.42@carsat-ra.fr |
| OPPBTP | OPPBTP AGENCE AUVERGNE RHONE-ALPES | 45, avenue Leclerc 69007 LYON Tel : 04 78 37 36 02 Fax : 04 78 37 69 23 lyon@oppbtp.fr |

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

| signation | Raison sociale / Responsable | dresse/Téléphone/Fax/Mail |
|--|------------------------------|---------------------------|
| Lot 01 - Menuiserie intérieure- Mobilier Fixe | | |
| Lot 02 - Plâtrerie-peinture-faux- plafond | | |
| Lot 03 - Sols minces | | |
| Lot IV - Electricité-Courants- Faibles | | |
| | | |

Les prestations de CVC plomberie associées à cette opération seront réalisées par le titulaire du marché 2020 - 11

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

| bréviation | Corps d'état | lot(s) concerné(s) |
|------------|--|--|
| MIN | Menuiseries Intérieures | Lot 01 - Menuiserie intérieure-Mobilier Fixe |
| PLAQ | Cloisons Doublages | Lot 02 - Plâtrerie-peinture-faux-plafond |
| CAR | Carrelage / Sols minces | Lot 03 - Sols minces |
| PB | Plomberie Sanitaire | Titulaire marche |
| EL | Electricité courants forts | Lot IV - Electricité-Courants-Faibles |
| MO | Maîtrise d'Ouvrage | Maître d'ouvrage - UNIVERSITE JEAN MONNET |
| MOE | Maîtrise d'Oeuvre | Maître d'oeuvre - UNIVERSITE JEAN MONNET |
| OPC | Ordonnancement Pilotage et Coordination | Maître d'oeuvre - UNIVERSITE JEAN MONNET |
| CSPS | Coordonnateur sécurité et protection de la santé | CSPS - BUREAU ALPES CONTROLES |

| | |
|-----|--|
| EC | Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits |
| TCE | Tous Corps d'Etats |
| CES | Corps d'Etats Secondaires |
| CP | Compte prorata |
| SO | Sans objet |

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

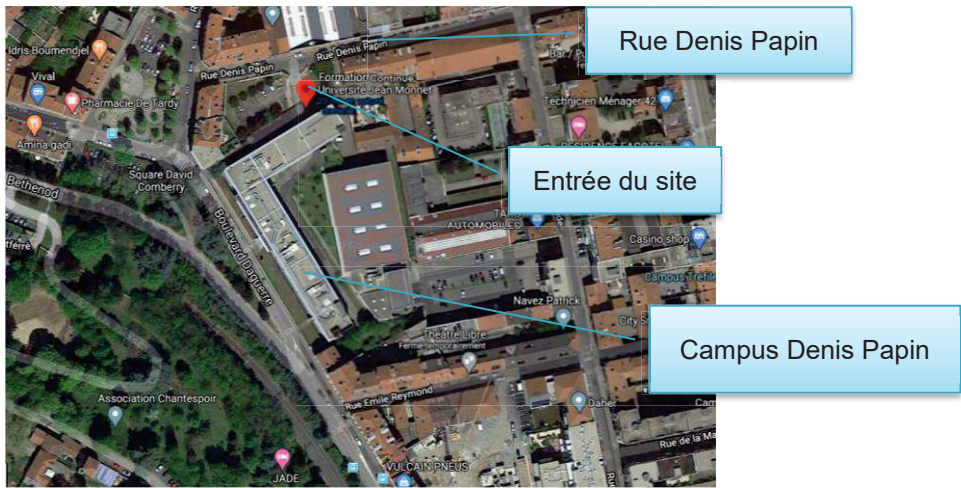
- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

| | | |
|------------|---|-----------|
| 5.1 | MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE) | 2 |
| 5.1.1 | Contraintes d'environnement | 2 |
| 5.1.1.1 | Particularités du site | 2 |
| 5.1.1.2 | Réseaux | 3 |
| 5.1.1.3 | Conditions d'accès au site | 4 |
| 5.1.1.4 | Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux | 4 |
| 5.1.1.5 | Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier | 5 |
| 5.1.1.6 | Prévention liée à la présence d'amiante | 6 |
| 5.1.1.7 | Prévention liée à la présence de plomb | 7 |
| 5.1.2 | Organisation générale du chantier | 8 |
| 5.1.2.1 | Installations de chantier : Généralités | 8 |
| 5.1.2.2 | Installations de chantier : Base vie | 9 |
| 5.1.2.3 | Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage | 10 |
| 5.1.2.4 | Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier | 10 |
| 5.1.2.5 | Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4) | 11 |
| 5.1.2.6 | Circulation sur le chantier | 12 |
| 5.1.2.7 | Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage | 12 |
| 5.1.2.8 | Nettoyage et Gestion des déchets | 13 |
| 5.1.2.9 | Conditions de manutentions des matériaux et matériels | 13 |
| 5.1.2.10 | Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel | 14 |
| 5.1.3 | Consignes communes à toutes les entreprises | 15 |
| 5.1.3.1 | Protections collectives | 15 |
| 5.1.3.2 | Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises | 16 |
| 5.2 | MESURES DE PREVENTION PAR PHASE | 18 |
| 5.2.1 | Phase Préparation | 18 |
| 5.2.2 | Phase Corps d'Etats Secondaires | 19 |
| 5.3 | INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES | 21 |
| 5.3.1 | Affichage « En cas d'accident » | 21 |

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

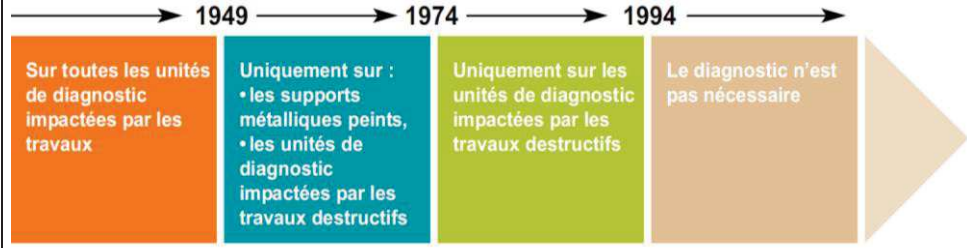
5.1.1 Contraintes d'environnement

| 5.1.1.1 Particularités du site | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| <p>Site de type</p> <p>Urbain, (Campus Denis Papin)</p>  | | |
| <p>Bâtiments mitoyens</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Localisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Campus Denis Papin situé au 21, Rue Denis Papin 42023 SAINT-ETIENNE compte des bâtiments en mitoyenneté qui ne sont pas concernés par les travaux <p>Contraintes dues aux mitoyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'étudiant, circulation piétonne et véhicules, livraison pour l'université. | | |
| <p>Voies de circulation</p> <p>Noms des voies de circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 21, Rue Denis Papin 42023 SAINT-ETIENNE (Sens unique) - Entrée côté Rue Denis Papin / Entrée Boulevard Daguerre <p>Contraintes dues aux voies de circulations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le boulevard Daguerre est un axe de circulation relativement important dédié uniquement pour l'entrée au site pour les personnes. - La rue Denis Papin permet l'accès au site pour les véhicules et piétons, cependant celle-ci est à sens unique. | | |
| <p>Servitudes</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules particuliers. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels. ➤ Servitudes liées au trafic extérieur <ul style="list-style-type: none"> • Bus, • Trottoirs, • Voiries, | | |

| 5.1.1.2 Réseaux | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr | | |
| Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires</u> : Elle doit être transmise par le Maître d'ouvrage Les réponses des concessionnaires se trouvent en annexe | MO | MO |
| Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé. | EC | EC |
| Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC <u>Réseaux aériens connus</u> : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...) Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux <u>Réseaux enterrés connus</u> : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le Maître d'oeuvre Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> • Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. • Dévoier les réseaux | EC | EC |
| | EC | EC |

| 5.1.1.5 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Type d'activités :</p> <p>Université scolaire</p> <p>Contraintes d'activités</p> <p>Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement</p> <p>Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité (Sauf vacances scolaire). Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier. ➤ Horaires spécifiques, à déterminer lors de la première réunion de préparation ➤ Organisation des circulations : à organiser avec l'université lors de la phase de préparation chantier et reporté sur le PIC ➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : à organiser avec l'université lors de la phase de préparation chantier et reporté sur le PIC ➤ Consignes de sécurité propre à l'établissement : à déterminer lors de la première réunion de préparation ➤ Croisement de flux : Eviter le croisement de flux chantier / université mise en place de cloturage avec identification des cheminements ➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs : à organiser avec l'université lors de la phase de préparation chantier et reporté sur le PIC ➤ Délimitations provisoires de zones de chantier : à organiser avec l'université lors de la phase de préparation chantier et reporté sur le PIC ➤ Accès des véhicules et approvisionnements : à organiser en concertation avec l'université lors de la phase de préparation chantier et reporté sur le PIC, acces possible par l'entrée principale (Hauteur limité sous le batiment) ➤ Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux : Procédure de coupure d'un réseau par une entreprise : se conformer explicitement à la procédure précisée dans les CCTP de la Maîtrise d'œuvre. ➤ Interdiction de survol, limiteur de grue : A mettre en place sur les zones concernée si utilisation d'engin de levage notamment pour les CTA en toiture terrasse. ➤ Conservation et balisage des issues de secours : conforme au PIC et en concertation avec l'établissement ➤ Phasage des travaux liés à l'exploitation : Respect du planning au préalable défini par le MOE. ➤ Détaillées les procédures éventuelles de permis de feu a soumettre au chef d'établissement quotidiennement. | | |

| 5.1.1.6 Prévention liée à la présence d'amiante | Installation | Entretien |
|--|------------------------------|--------------------|
| <p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant travaux (Document transmis sur la phase 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 11/07/2018 - Par la société : SOCOTEC - Il porte la référence : Dossier 1801B15D1000047 ref B15D1S/18/207 <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint au DCE</p> | MO | |
| <p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p> | DESAM EC | |
| <p>Méthodologie de travaux</p> <p>Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 4 ou en sous-section 3</p> <p>Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ».</p> <p>Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.</p> | MO DESAM DESAM | DESAM DESAM |
| <p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p> | TCE | |

| 5.1.1.7 Prévention liée à la présence de plomb | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| <p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Aucun rapport de diagnostic reçu à ce jour suite à la demande formulée auprès du maître d'ouvrage.</p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : - Par la société : - Il porte la référence : <p>Conclusion du diagnostic plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> ?</p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> | MO | |

5.1.2 Organisation générale du chantier

| 5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités | Installation | Entretien |
|---|------------------------|-----------|
| Panneau de chantier | | |
| ➤ Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP | MOE | MOE |
| Plan d'Installation de Chantier (PIC) | | |
| ➤ Projet de Plan d'Installation de Chantier ➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité. Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings des véhicules personnels • Parkings véhicules chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement des aires de stockage : ○ Stockage matériel ○ Stockage tampon de matériaux • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS | CSPS MOE MOE | MOE |

| 5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie | Installation | Entretien |
|---|--------------|-----------|
| Locaux communs à toutes les entreprises | | |
| <p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p> <p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, OPC, CSPS, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC et enlèvement en fin de chantier.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), OU minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP.</p> <p>OU locaux dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</p> | MOA | MOA |
| | MOA | MOA |

| 5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage | | Installation | Entretien |
|---|--|--------------|-----------|
| <u>Clôture de chantier</u> | | | |
| ➤ Cloisonnement et portes provisoires, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux | | MIN-MEX | MIN-MEX |
| <u>Signalisation et Balisage</u> | | | |
| ➤ A l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> • Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement • Fléchage du chantier | | MOA | MOA |
| ➤ Au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie • Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site | | MOA | MOA |
| ➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> • Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place • Marquage au sol provisoire pour passage(s) protégé(s) pour piétons (pour les travailleurs du chantier) | | EC | EC |

| 5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier | | Installation | Entretien |
|---|--|--------------|-----------|
| <u>Contrôle d'accès</u> | | | |
| Prévu par le maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'université dispose d'un contrôle d'accès aux bâtiments qui pourra également permettre la gestion des éventuelles autorisations d'accès aux entreprises. (à voir lors de la réunion de démarrage) | | | |
| <u>Gardiennage du chantier</u> | | | |
| Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non | | | |

| 5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4) | | Installation | Entretien |
|--|--|--------------------------|----------------------|
| <u>Installation électrique générale de chantier</u> | | | |
| ➤ Source : au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier. <ul style="list-style-type: none"> Transformateur Public EDF / Privé, localisation : Repris sur les existants | | MOA | MOA |
| <u>Installation électrique secondaire de chantier</u> | | | |
| ➤ Source : Armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) ➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. Distribution vers les différents postes de travail depuis les armoires ou coffrets de chantier, en respectant une distance obligatoirement inférieure à 25 m. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebus. | | EL | EL |
| <u>Eclairage provisoire</u> | | | |
| ➤ Eclairage intérieur : Les éclairages intérieurs protégés (hublots) seront mis en œuvre à l'avancement et devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations horizontales et verticales (notamment au sein des cages d'escalier) de l'ensemble du chantier. L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairement suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint. | | EL EL | EL EL |
| <u>Vérification de conformité :</u> | | | |
| ➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiés par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation. | | EL | EL |
| <u>Estimation du besoin de puissance :</u> | | | |
| ➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites. | | EC | EC |
| <u>Schéma du Réseau Electrique du Chantier :</u> | | | |
| ➤ Principe du Réseau Electrique du Chantier est présent dans le chapitre 5.3. ➤ Le Plan du Réseau Electrique du Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité. ➤ Le Plan du Réseau Electrique du Chantier sera diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier. | | CSPS EL EL | EL EL |

| 5.1.2.6 Circulation sur le chantier | Installation | Entretien |
|---|--------------|-----------|
| <u>Circulations horizontales intérieures</u> | | |
| ➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. • Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. | EC | EC |
| <u>Circulations verticales intérieures</u> | | |
| <i>Accès provisoire, escaliers ou tours d'échafaudage d'accès</i> | | |
| ➤ Mise en place d'un échafaudage dans les halls de grande hauteur | EC | EC |
| ➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) Une échelle n'est pas un poste de travail | EC | EC |

| 5.1.2.7 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| ➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise. | TCE | TCE |
| ➤ Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • organisation des approvisionnements, • planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges. | OPC | OPC |
| ➤ Mettre en place un suivi hebdomadaire en réunion de chantier (adaptation des moyens, repérage des défaillances...). | PLAQ | PLAQ |
| ➤ Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers. | TCE | TCE |
| ➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée. | MOE | MOE |
| ➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation. | EC | EC |
| ➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement. | TCE | TCE |
| ➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres. | | |

| 5.1.2.8 Nettoyage et Gestion des déchets | Installation | Entretien |
|---|--------------|-----------|
| <u>Nettoyage de chantier</u> | | |
| Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> . | EC | EC |
| Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions. | EC | EC |
| Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants : | | |
| ➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires | EC | EC |
| ➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment. | TOUS | TOUS |
| ➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois). | EC | EC |
| <u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u> | | |
| ➤ Chaque entreprise est responsable de l'évacuation quotidienne et régulière de ses déchets | TCE | TCE |

| 5.1.2.9 Conditions de manutentions des matériaux et matériels | Installation | Entretien |
|--|--------------|-----------|
| <u>Mise en place d'un moyen de levage</u> | | |
| <i>Installation</i> | | |
| ➤ Mise en place d'un moyen de levage pour approvisionnements par grutage mobile (Prendre en compte la limite en hauteur du porche) | EC | EC |
| ➤ Vérifications réglementaires (pour tout type de grue) dont les rapports sont à transmettre au CSPS avant utilisation : | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport de vérifications générales périodiques • Le rapport de vérification de mise ou remise en service (après démontage suivi d'un remontage des éléments de la grue) • Le rapport d'examen d'adéquation de la grue, qui « consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ; et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant ». Il est composé de : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'étude des charges à lever ○ L'examen environnemental de site (emplacement, altimétrie, effets de site éventuels) ○ L'étude de stabilité de l'assise (fondations) ○ La vérification du dispositif de contrôle de mouvements de grue (zone(s) d'interférence et/ou zones interdites) | EC | EC |
| ➤ Toutes les réserves seront levées AVANT utilisation. | | |
| ➤ Les moyens nécessaires à la transmission des informations entre tous les grutiers et les responsables des travaux ou du chantier (radiotéléphone, etc.) devront être mis en œuvre. | | |
| <i>Utilisation</i> | | |
| ➤ Conduite de l'engin par du personnel formé et autorisé | | |
| ➤ Elingage, colisage et manœuvre pour ses propres besoins | | |
| ➤ Si les conditions ne permettent pas au conducteur de suivre visuellement toutes les manœuvres, il doit être assisté d'un chef de manœuvre (à préciser dans le PPSPS de l'entreprise). Un système radio pourra également être mis en place. | EC | EC |

| 5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel | <u>Installation</u> | <u>Entretien</u> |
|--|---------------------|------------------|
| Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie | MOA | MOA |
| Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée. | TCE | TCE |
| Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident. | TCE | TCE |
| Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier. | TCE TCE | TCE TCE |
| Secouriste ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier. | TCE | TCE |

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

| | <u>Installation</u> | <u>Entretien</u> |
|--|---|---|
| ➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit. | EC | EC |
| ➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation | EC | EC |
| ➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice | EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante) | EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante) |

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

| Phase préparation | Installation | Entretien |
|---|------------------------|------------------------|
| Risques électriques <ul style="list-style-type: none">➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre | EC EL D EL/PB | EC EL D EL/PB |
| Risques liés à la présence amiante (en cas de découverte) – Intervention en sous-section 4 <ul style="list-style-type: none">➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante.➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention)➤ Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre ») | EC | EC |
| Risques liés à la présence amiante (en cas de découverte) – Désamiantage sous-section 3 <ul style="list-style-type: none">➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 à la charge du maître d'ouvrage➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge du maître d'ouvrage. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »).➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO) | DESAM et MO | DESAM et MO |

5.2.2 Phase Corps d'Etats Secondaires

Co activité : Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Ventilation ; Cloisons Doublages ; Menuiserie intérieure ; Faux plafonds ; Revêtements de sols ; Peinture intérieure ; Equipements fluides intérieurs ; Agencement

| <u>Phase corps d'Etats Secondaires</u> | <u>Installation</u> | <u>Entretien</u> |
|--|--|--|
| <i>Risques de chute</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Concertation préalable, à l'initiative du PLAQ, avec tous les lots concernés, pour le choix et la position des protections collectives (garde-corps, fermetures de trémie ou réservation...) permettant le maximum de travaux en sécurité sans démontage de ces protections. ➤ Baies libres <ul style="list-style-type: none"> • Protection des baies libres ou des allèges inférieures à 1 m ou des portes fenêtres par mise en place de protections provisoires en tableaux. ➤ Toitures <ul style="list-style-type: none"> • En cas d'intervention ponctuelle en toiture qui n'est pas munie de protections collectives contre le risque de chute, mise en place de garde-corps en pied de pente et mise en place de garde-corps provisoires en rives, ou balisage en retrait. ➤ Les tuyaux servant aux approvisionnements des mortiers pour les travaux de sols devront être disposés de façon à limiter au maximum leurs gênes (arrimage notamment dans les escaliers) ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers ➤ Mise en place à l'avancement d'au moins un point de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle par bâtiment (distance maximale entre 2 points ne doit pas excéder 40m) ➤ Lorsque les réservations seront débouchées pour le passage des réseaux, l'entreprise concernée par la trémie remplacera un platelage fixé au sol si le risque subsiste. | <p>PLAQ</p> <p>MEX</p> <p>EC</p> <p>CAR</p> <p>TCE</p> <p>PB</p> <p>EC</p> | <p>MEX</p> <p>EC</p> <p>CAR</p> <p>TCE</p> <p>PB</p> <p>EC</p> |
| <i>Risques de blessures</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle) | EL et PB | EL et PB |
| <i>Risques d'écrasement et de chute de matériels</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol ➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage) | <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> | <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p> |
| <i>Risques d'incendie</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. | EC | EC |

| <u>Phase corps d'Etats Secondaires</u> | <u>Installation</u> | <u>Entretien</u> |
|---|----------------------------|-------------------------|
| <i>Risques liés au floccage/projection</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Intervention sans coactivité ➤ Balisage de la zone d'intervention ➤ Ventilation des locaux | EC | EC |
| <i>Risques d'intoxication, d'explosion</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants ➤ Utilisation de moteurs thermiques proscrite à l'intérieur. | EC EC | EC EC |
| <i>Risques de blessures, émission de poussières</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source | EC | EC |

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

- 1 Ici chantier** Site Denis Papin Bâtiment A et B
À (commune ou arrondissement) **42000 ST ETIENNE**
N° **21** Rue **Rue Denis Papin**
En face de
Téléphone **04 77 43 79 00**
- 2 Précisez la nature de l'accident**
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

